
Nom de la clause : Conventions spéciales pour l'Assurance des Facultés Transportées par voie maritime contre les Risques de Guerre et Risques Assimilés
Objet de la Clause : Assurances des Risques de Guerre pour les marchandises
Catégorie : Conditions Générales
Numéro : **Date :** 30 juin 1970
Pays d'origine : France **Emetteur :** F.F.S.A. / A.F.S.A.T.
Commentaires :

CONVENTIONS SPÉCIALES

POUR L'ASSURANCE DES FACULTES TRANSPORTEES PAR VOIE MARITIME CONTRE LES RISQUES DE GUERRE ET RISQUES ASSIMILÉS

(Imprimé du 30 Juin 1970)

Article 1^{er} -Les présentes Conventions Spéciales n'ont de valeur que si elles complètent un contrat d'assurance couvrant les mêmes intérêts contre les risques ordinaires et établi sur l'imprimé de la Police Française d'Assurance Maritime sur Facultés.

La garantie est régie par les dispositions qui suivent, ainsi que par les Conditions Générales et Particulières de l'assurance « Risques Ordinaires » en tant qu'elles n'y sont pas contraires.

Garantie

Article 2 : Les présentes Conventions Spéciales ont pour objet exclusif de garantir les objets assurés, sous réserve des exclusions stipulées à l'article 4 ci après, contre les risques de destruction, de détérioration,

Disclaimer : Fortunes de Mer est un site privé & non officiel. Il s'agit de pages personnelles. Ces pages n'ont qu'un but d'information. Les informations de nature juridique que vous pourrez trouver sur ce serveur ne peuvent faire l'objet d'une quelconque garantie ou d'une quelconque certification quant à leur validité, leur effectivité, leur applicabilité et ne peuvent donc en aucun cas engager la responsabilité du directeur de la publication. En effet, seules les informations provenant d'une source officielle font foi. En France, en matière d'information juridique, c'est le Journal Officiel de la République Française qui est habilité à publier et diffuser la plupart des textes. A l'étranger, des institutions similaires assurent la mission dévolue au Journal Officiel de la République Française. Cette situation n'est pas exclusive de productions privées. Aussi, la plupart des informations que vous trouverez ici apparaissent comme étant à jour (hormis les textes législatifs anciens et les polices d'assurances anciennes !). Pour ce qui concerne les textes applicables actuellement, vous devez vérifier qu'il s'agit bien de dispositions applicables avant d'en faire usage ou de prendre une décision.

Les textes des polices d'assurances et des clauses additionnelles sont délivrés à titre purement informatif. La plupart n'ont plus cours aujourd'hui et n'ont donc qu'un intérêt "historique". Aucun usage ne peut en être fait. Si vous souhaitez des informations officielles, vous pouvez vous adresser à la FFSA ou aux organismes similaires existant à l'étranger. En conséquence de quoi, vous renoncez expressément à toute poursuite ou réclamation à l'encontre du concepteur et de l'hébergeur de ce site. Vous vous engagez également à ne faire aucune copie des fichiers de ce site, sauf accord express ET écrit de "Fortunes de Mer" OU mention de l'origine des documents.

The information contained on this site is provided in good faith as a guide only and is based on information obtained from a variety of sources over a period of time. This information is subject to change and should, in each case, be independently verified before reliance is placed on it. "www.fortunes-de-mer.com hereby" excludes, any and all liability to any person, corporation or other entity for any loss, damage or expense resulting from reliance, publication or duplication of information obtained from this site.

de vol, de pillage, de disparition, de contribution aux avaries communes, ainsi que de dépossession, indisponibilité ou tous autres événements ouvrant droit à délaissement dans les conditions prévues à l'article 6 des présentes Conventions Spéciales, lorsque ces préjudices résultent de :

- a) de guerre civile ou étrangère, d'hostilités et représailles, de torpilles, mines et tous autres engins de guerre, même nucléaires, et, généralement, de tous accidents et fortunes de guerre, ainsi que d'actes de sabotage ou de terrorisme ayant un caractère politique ou se rattachant à la guerre ,
- b) de piraterie
- c) de captures, prises, arrêts, saisies, contraintes, molestations ou détentions par tous gouvernements et autorités quelconques ;
- d) d'émeutes, mouvements populaires, grèves, lock-out et autres faits analogues

Sont également garantis les frais exposés par suite d'un risque couvert en vue de préserver les objets assurés d'un dommage ou d'une perte matériels garantis par les présentes Conventions Spéciales ou de les limiter.

Dans tous les cas donnant lieu à recours contre les assureurs, les remboursement est fait sans franchise.

Article 3 : Lorsqu'il n'est pas possible d'établir si le sinistre a pour origine un risque de guerre ou un risque de mer, il est réputé résulter d'un événement de mer.

Article 4 - A – Risques exclus dans tous les cas.

Ne sont pas couverts par les présentes Conventions spéciales :

- a) la dépossession et l'indisponibilité résultant de captures, prises, arrêts, saisies, contraintes, molestations ou détentions, ni leurs conséquences, ordonnés par les autorités françaises ou, en cas de guerre déclarée par l'un de leurs alliés ; sont toutefois couverts, les risques de sabordage, de destruction et d'incendie volontaires, effectuées conformément aux ordres des autorités françaises ;
- b) les dommages et pertes subis par les marchandises assurées qui appartiendraient lors du sinistre à un ennemi de la France ou, en cas de guerre déclarée, à un ennemi de ses alliés, alors même que le propriétaire des marchandises aurait sa résidence en territoire neutre ;
- c) les dommages et pertes subis par du matériel de guerre dont le transport n'aurait pas fait l'objet d'une autorisation des autorités françaises compétentes.

B – Risques exclus à moins de stipulation contraire

Sauf convention et surprime spéciale, ne sont pas couverts non plus : les dommages et pertes subis par les marchandises assurées à la suite de l'arrêt des appareils de réfrigération ou de climatisation consécutif à un manque de combustible, de main d'œuvre ou un défaut d'entretien, ainsi que la détérioration naturelle, par suite de retard, des marchandises assurées.

Prise d'effet et durée de la garantie

Article 5 – La garantie des assureurs commence lorsque les marchandises quittent la terre au port d'embarquement pour être mises à bord du navire de mer ou sur allèges.

Elle cesse lors de leur mise à terre au port final de déchargement. Sauf stipulation contraire, elle ne peut se prolonger, même à bord du navire de mer ou sur allèges, au delà d'un délai de quinze jours à compter de minuit du jour où le navire aura mouillé ou se sera amarré dans le port final de déchargement.

Si le transporteur maritime termine le voyage dans un port ou lieu autre que celui qui est prévu, ce port ou lieu est réputé port final de déchargement et la garantie prend fin comme il est précisé à l'alinéa précédent. Toutefois, si dans le délai de deux mois, les marchandises sont réexpédiées, l'assurance reprend ses effets lors du chargement sur un navire de mer, moyennant prime conforme au tarif en vigueur, à condition qu'avant mise à bord, avis de cette réexpédition et de sa destination soit envoyé à l'assureur.

En cas de transbordement sur un navire de mer, la garantie des assureurs cesse, sauf stipulation contraire, à l'expiration d'un délai de quinze jours à compter de minuit du jour où le premier navire, étant arrivé au port de transbordement, y aura mouillé ou s'y sera amarré. Elle ne reprend que lorsque les objets assurés sont mis à bord du navire de mer sur lequel s'effectue le transbordement. Pendant le délai précité de quinze jours, les objets assurés demeurent garantis tant à bord du premier navire que sur allèges ou à terre.

L'expression « navire de mer » employée dans les alinéas précédents, s'entend du navire qui transborde les objets assurés d'un port ou lieu à un autre port ou lieu lorsque le voyage comporte un trajet maritime effectué par ce navire.

Pour les envois par la poste et pour les colis postaux, la garantie des assureurs, par dérogation à ce qui est dit ci-dessus, commence lors de la remise de l'envoi à la poste ou au transporteur et cesse lors de la remise matérielle de l'envoi par la poste ou par le transporteur au destinataire, à ses ayants droit ou à leurs représentants, sans qu'elle puisse se prolonger au-delà de quinze jours après la mise de l'envoi à leur disposition.

Délaissement.

Article 6 : Les dommages garantis par les présentes Conventions Spéciales ouvrent droit au délaissement :

- a) dans les cas visés à l'article 24 des Conditions Générales
- b) en cas de dépossession ou d'indisponibilité

Dans les cas prévus à l'alinéa b), l'assuré, sous peine d'irrecevabilité, doit dans les trois mois au plus tard à dater du jour où il a eu connaissance de l'événement, notifier aux assureurs, avec, à l'appui, les justifications dont il dispose, la nouvelle de sa dépossession ou de l'indisponibilité. Après l'expiration d'un délai de neuf mois commençant à courir le jour de cette notification, la faculté de délaissement est ouverte à l'assuré.

Toutefois, le délaissement, au titre de ladite dépossession ou indisponibilité, ne sera plus recevable si, au moment de sa signification, les marchandises ont déjà été remises à la disposition de l'assuré ou à celle de ses représentants ou ayants droit.

Il est précisé que la dépossession ou l'indisponibilité des biens assurés résultant de la nationalisation de l'entreprise propriétaire de ces biens ne peut pas donner droit à délaissement lorsque le lieu du siège social ou du siège d'exploitation de ladite entreprise relève de la souveraineté des autorités qui ont procédé à la nationalisation.

Primes

Article 7 : Le taux de prime fixé lors de la souscription demeure valable si les objets assurés sont mis à bord du navire dans les sept jours de cette souscription. Passé ce délai, il sera fait application du taux fixé par le tarif du Ministère de l'Economie et des Finances en vigueur lors de la mise à bord du navire.

Toutes escales sur route sont couvertes sans surprime.

Tous transbordements et déviations sont couverts moyennant surprimes conformes au tarif en vigueur.

Dispositions particulières aux polices d'abonnement

Primes

Article 8 : Le taux de prime est celui qui est fixé par le tarif du Ministère de l'Economie et des Finances en vigueur à la date de l'avis d'aliment. Il reste valable si les objets assurés sont mis à bord du navire dans les sept jours de cet avis. Passé ce délai, le taux applicable est celui du tarif en vigueur lors de la mise des objets assurés à bord du navire.

Résiliation

Article 9 : L'assuré et les assureurs ont la faculté de résilier les présentes Conventions Spéciales, en tout temps. La résiliation sera notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle prendra effet au plus tôt deux jours francs après la date de réception de la lettre de résiliation.

Dans tous les cas où cette lettre ne sera pas parvenue au destinataire, même pour cause de force majeure ou de cas fortuit, cinq jours francs après celui de son envoi, elle deviendra effective à partir de ce cinquième jour à minuit.

La résiliation ne s'applique pas :

- a) Aux marchandises pour lesquelles la garantie résultant des présentes conventions a pris effet avant l'expiration du délai ci-dessus.
- b) Aux marchandises mises à bord après expiration de ce délai si l'assuré n'a pas été en mesure d'empêcher cette mise à bord.
- c) Aux marchandises faisant l'objet d'une expédition déterminée si l'assuré a remis à un tiers porteur de bonne foi, avant l'expiration de ce délai, un document signé des assureurs et portant délégation d'assurance expressément pour cette expédition.

Garantie des risques visés au paragraphe B de l'article 4 des Conventions Spéciales.

Par dérogation au paragraphe B de l'article 4 des Conventions Spéciales pour l'assurance des facultés transportées par voie maritime contre les risques de guerre et risques assimilés, les assureurs couvrent, moyennant surprime spéciale : les dommages et pertes subis par les marchandises assurées à la suite de l'arrêt des appareils de réfrigération ou de climatisation consécutif à un manque de combustible, de main d'œuvre ou à un défaut d'entretien, ainsi que la détérioration naturelle, par suite de retard, des marchandises assurées.